



Plan de soutenabilité de nos activités

GT3

La cible

19/02/2026

Sommaire

- Le simulateur

Méthode

Bonus

Définition des principaux indicateurs financiers (dont ceux du décret financier)

- Les leviers possibles

En recettes

En dépenses (de masse salariale)

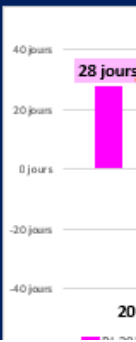
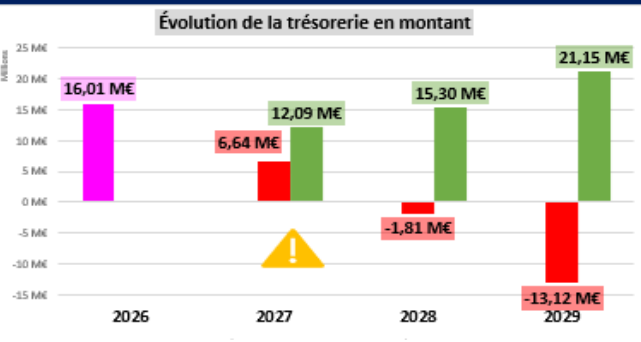
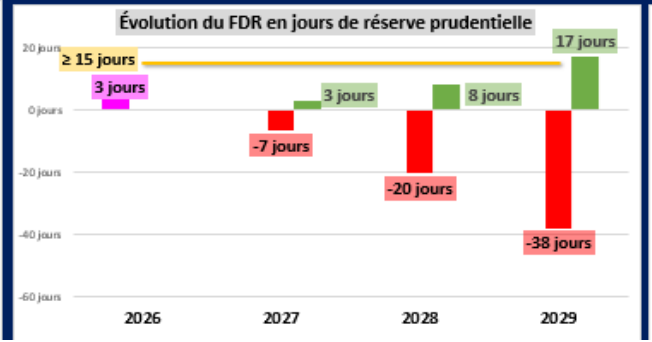
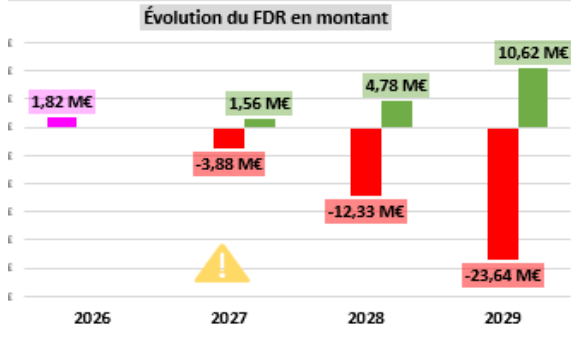
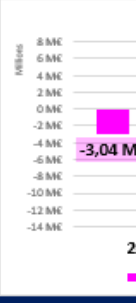
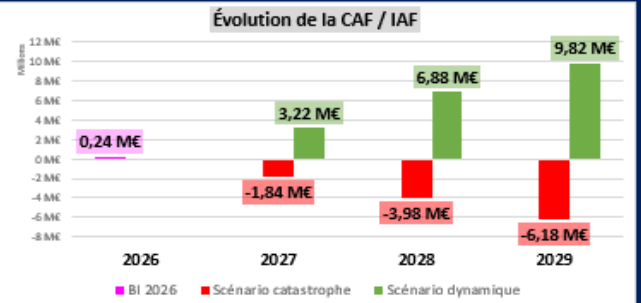
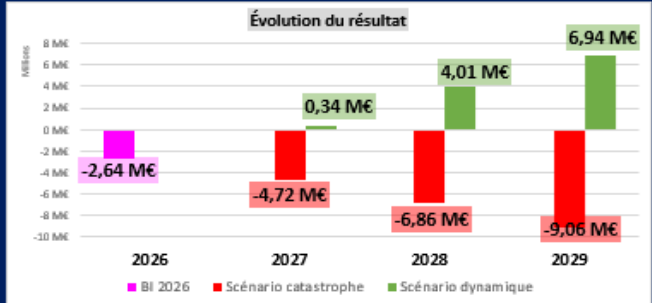
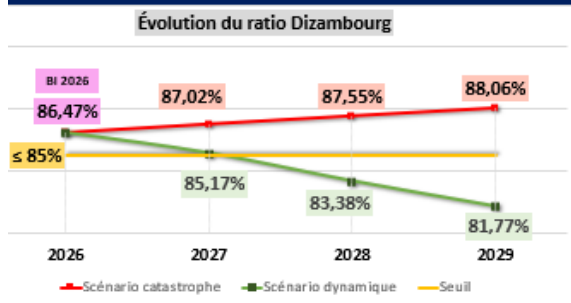


Le simulateur



Données de 2026 sont celles du Budget Initial

Leviers	SCSP	+1% en €	Subventions	+1% en €	Recettes propres	+1% en €	Total variation des recettes	Personnel	+1% en €	Économies réalisées	Fonctionnement	+1% en €
2027	2,0%	3,68 M€	+1,84 M€	5%	0,29 M€	+5,9 M€	4,83 M€	0,8%	1,43 M€	+1,78 M€	4,16 M€	+4,27 M€
2028	2,0%	3,75 M€	+1,87 M€	3%	0,18 M€	+6,7 M€	4,53 M€	0,0%	0,00 M€	+1,78 M€	4,16 M€	+4,9 M€
2029	2,0%	3,82 M€	+1,91 M€	2%	0,13 M€	+6,2 M€	4,25 M€	0,0%	0,00 M€	+1,80 M€	4,16 M€	+4,36 M€



La méthode

Le simulateur met en regard deux trajectoires :

- ✓ **Un scénario « catastrophe »** (affiché en rouge, figé)
- ✓ **Un scénario « dynamique »** (affiché en vert, modulable)



1/ Base de calcul

Les deux scénarios reposent sur le **Budget initial 2026**.

- **Scénario « catastrophe »** : application automatique des ratios observés au cours des quatre dernières années.
- **Scénario « dynamique »** : possibilité d'agir sur chacun des paramètres.

2/ Leviers d'action mobilisables

- SCSP
- Autres subventions (Collectivités territoriales, Europe, ANR, etc.)
- Recettes propres
- Dépenses de personnel
- Dépenses de fonctionnement
- Dépenses d'investissement

À titre informatif, la valeur du point (1%) est affichée pour chaque poste.

3/ Suivi en temps réel des impacts

La simulation permet de mesurer immédiatement l'effet des actions sur :

L'évolution du résultat

L'évolution de la CAF (ou IAF)

L'évolution du prélèvement sur le fonds de roulement

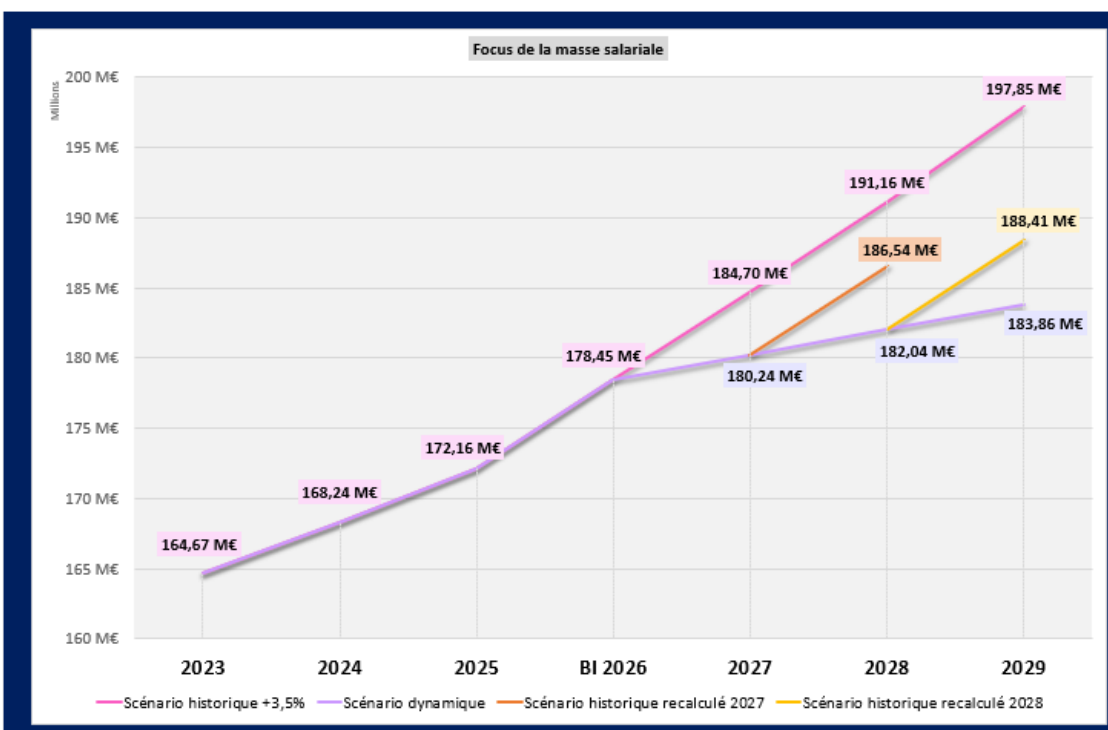
Mais aussi sur l'évolution des 3 indicateurs du décret financier

FDR (en montant et en jours)

Trésorerie (en montant et en jours)

Ratio Dizambourg

Bonus



La masse salariale

Si aucune mesure n'est prise, notre masse salariale augmentera mécaniquement de 3,5 % par an, soit une hausse cumulée de 19,4 M€ sur trois ans.

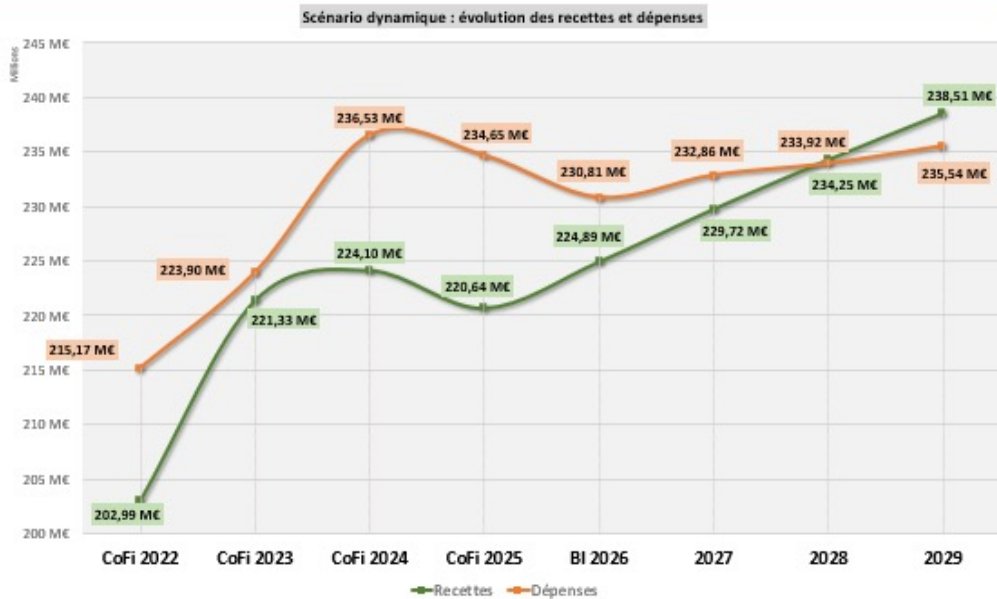
Nous pouvons — et devons — agir, car les décisions prises en année N influent directement la trajectoire N+1, tout comme celles de N+1 conditionnent N+2.

Dans l'exemple présenté ci-contre, une augmentation limitée à 1 % par an (au lieu de 3,5 %) implique un effort moyen de 4,5 M€ par an, correspondant à l'écart moyen entre l'augmentation mécanique et l'augmentation choisie (entre 6,5 M€ et 1,8 M€, ajusté chaque année).

Ainsi, contenir l'augmentation à 1% par an permettrait de réduire la hausse de la masse salariale de 13 M€ sur trois ans.

	SCÉNARIO DYNAMIQUE			TOTAL
	2027	2028	2029	
Scénario historique +3,5% (augmentation / an en €)	6 245 778	6 464 380	6 690 634	19 400 793
Scénario historique recalculé (augmentation / an en €)	6 245 778	6 308 236	6 371 318	18 925 333
Scénario dynamique (augmentation / an en €)	1 784 508	1 802 353	1 820 377	5 407 238
Économies à réaliser	4 461 270	4 505 883	4 550 942	13 518 095

Bonus



Courbes d'évolution des dépenses et des recettes

Les courbes présentent l'évolution comparée des dépenses et des recettes sur la période 2022–2029.

- **2022 à 2025** : données exécutées issues des comptes financiers
- **2026** : données du budget initial
- **2027 à 2029** : projections issues des simulations

Les courbes s'actualisent en temps réel selon les hypothèses retenues dans le simulateur.

Lecture des dynamiques financières :

- **Effet ciseau** : creusement de l'écart entre dépenses et recettes
- **Effet de convergence** : rapprochement progressif des deux courbes
- **Retour à l'équilibre positif** : situation excédentaire durable

Suivi des 3 indicateurs du décret financier

Les trois indicateurs réglementaires sont présentés et actualisés en temps réel.

L'évolution des indicateurs est facilitée par un **code couleur**, permettant d'évaluer immédiatement leur niveau de conformité.

Indicateurs du décret financier		BUDGET INITIAL		SCÉNARIO DYNAMIQUE	
		2026	2027	2028	2029
FDR		1 816 200	1 205 526	4 063 261	9 553 843
FDR en jours		3	2	7	15
Trésorerie		16 008 804	11 729 345	14 587 080	20 077 662
Trésorerie en jours		28	20	24	32
Ratio Dizambourg		86,47%	85,34%	83,55%	81,93%

Définition des principaux indicateurs

- **Résultat de l'exercice** : différence entre les produits et les charges du compte de résultat, y compris ceux et celles calculés (dotations aux amortissements et provisions, quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice, reprises de dotations, etc.).
- **Capacité d'Autofinancement (CAF)** : surplus monétaire dégagé par les opérations de fonctionnement pour financer les investissements de l'établissement. La CAF tient compte uniquement de la différence entre les produits encaissables et les charges décaissables. En d'autres termes, il s'agit de l'épargne dégagée pendant l'exercice qui permettra d'assurer tout ou partie de l'investissement de l'année et d'augmenter le fonds de roulement.
- **Fonds de Roulement** : Le fonds de roulement (FDR) représente les ressources financières stables dont l'établissement dispose pour assurer la continuité de son fonctionnement et faire face aux aléas. Il correspond à la part des financements durables (dotations de l'État, résultats antérieurs, financements pluriannuels, etc.) qui reste disponible après le financement des investissements.
Au COFI 2025 : un jour de fonctionnement = 575 100 €
15 jours de réserve prudentielle = 8,7 M€
Un train de paies = 14,5 M€
- **Trésorerie** : liquidités immédiatement disponibles (caisse, banque, etc.).
Au COFI 2025 : un jour de trésorerie = 570 949 €
30 jours de réserve prudentielle = 17,1M€

Décret 2024-1108 du 2 décembre 2024 relatif au budget et au régime financier des EPSCP



Le critère de la perte comptable est remplacé par trois indicateurs de soutenabilité budgétaire

La soutenabilité du budget est désormais appréciée au regard de trois critères :

- le **niveau final de trésorerie** doit être supérieur à 30 jours de fonctionnement en crédits de paiement hors investissement ;
- le **niveau final de fonds de roulement** doit être supérieur à 15 jours de crédits de paiement hors investissement ;
- les **charges de personnel** doivent être inférieures à 83% des produits encaissables (ratio « Dizambourg »), mais ce seuil est porté à 85% pour les établissements à dominante sciences humaines et sociales (*liste définie par décision du MESR*).

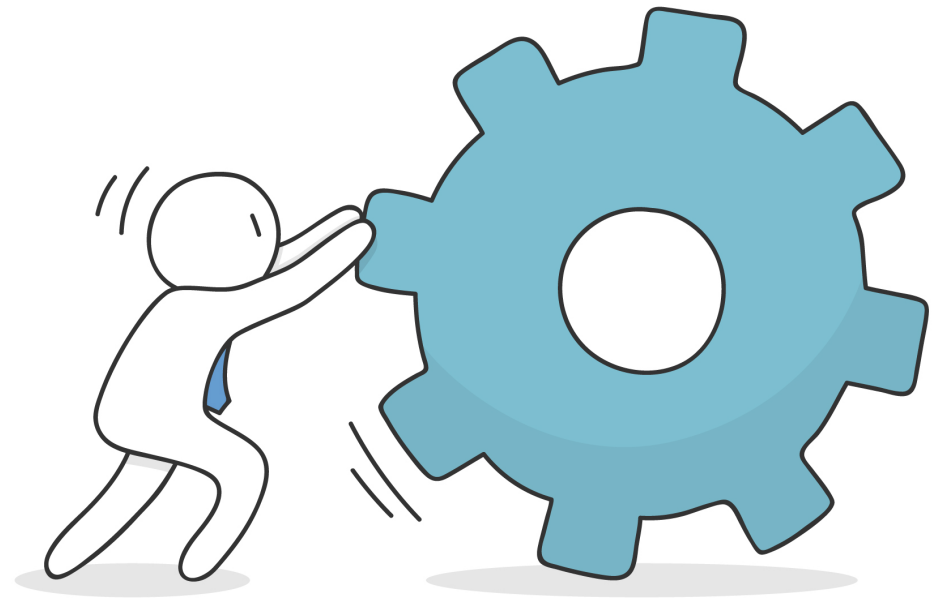
Ce ratio de rigidité a une dimension essentielle puisqu'il évalue les marges de manœuvre de l'établissement.

Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que son évolution, sont significatifs.

Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre.

Calcul : dépenses de personnel / produits encaissables

Les leviers d'action possibles



Rappel : 2 dernières slides du GT1

RECETTES	Montant 2025	%	Degré de pilotage = augmentable ?	Gain	Difficulté	Horizon d'action
Subvention pour charges de service public (SCSP)	179 546 400 €	89%				-
Droits d'inscription	4 432 069 €	2%				
<i>Exonérations (non CROUS) à discrétion de l'établissement</i>	80 000 €					
<i>Exonérations extra-communautaires</i>	3 000 000 €					
Formation continue, diplômes propres et VAE	5 129 668 €	3%				
Taxe d'apprentissage	463 476 €	0,23%				
Contrats et prestations de recherche hors ANR	100 644 €	0,05%				
Valorisation	577 975 €	0,29%				
ANR investissements d'avenir	314 460 €	0,16%				
ANR hors investissements d'avenir	346 448 €	0,17%				
Subventions Région	1 105 476 €	0,55%				
Subventions Union Européenne	1 172 497 €	1%				
Autres Subventions	1 488 017 €	1%				
Autres recettes :	6 671 043 €	3%				
<i>Prestations et travaux informatiques (SAGHE)</i>	404 167 €					
<i>Mise à disposition de personnel facturée</i>	1 050 391 €					
<i>Taxe affectée CVEC</i>	2 105 026 €					
<i>(USS, remboursement assurance, RAFFP, ...)</i>						
TOTAL	201 348 171 €	100%				

Légende	Non	€€€	*	Immédiat
	Oui	€€	**	Court
	Faible	€	***	Moyen
				Long

DEPENSES MASSE SALARIALE	Budget Initial 2026	Levier d'action	Horizon d'action
Rémunérations principales			
Titulaires	142 775 218 €		
<i>dont Enseignants</i>	103 025 603 €		
<i>dont Biatss</i>	39 749 614 €		
Non titulaires	17 839 253 €		
<i>dont Enseignants</i>	11 037 175 €		
<i>dont Biatss</i>	6 802 078 €		
TOTAL	160 614 471 €		
Action sociale + ARE	670 000 €		
Accompagnement médical + CLD	950 000 €		
Vacataires étudiants	650 000 €		
Vacataires enseignants + HC	4 500 000 €		
TOTAL	6 770 000 €		
Composantes et services	7 195 820 €		
<i>dont Vacataires enseignants + HC</i>			
<i>dont Vacataires étudiants</i>			
Eotp	3 870 516 €		
<i>dont Vacataires enseignants + HC</i>			
<i>dont Vacataires étudiants</i>			
TOTAL	178 450 807 €		